

«Pour une finance au service du bien commun»

Il y a d'énormes risques à poursuivre la seule logique de la rentabilité des placements, dans un système de transactions immédiates et d'irresponsabilité des acteurs, au mépris de toute relation de confiance établie dans la durée

*Les valeurs de base
de la liberté de jugement,
de la responsabilité et
de la solidarité sont en danger*

Les turbulences financières actuelles, quel qu'e soit leur aboutissement immédiat, sont de nature systémique. Elles sont le symptôme de la pression croissante qui, année après année, fragilise les assises matérielles, sociales, intellectuelles et éthiques du système socio-économique basé sur la liberté politique et économique. Dans un rapport récent, l'Observatoire de la Finance procède à une analyse étendue de cette transformation qui, si elle n'est pas d'abord identifiée et ensuite désamorcée, risque de détourner à brève échéance l'économie de marché de sa vocation première qui est de promouvoir la dignité et le bonheur de la personne humaine.

Une société n'est jamais figée; elle est en quête permanente et décentralisée des arrangements les mieux adaptés aux enjeux du moment. Il en va ainsi aujourd'hui. Depuis une trentaine d'années (depuis la fin des «Trente glorieuses»), la place de la finance n'a cessé d'augmenter aussi bien dans l'économie que dans les représentations et les aspirations des acteurs politiques, économiques et sociaux.

Ce processus de montée en puissance de pratiques, de techniques mais aussi de représentations et de valeurs liées à la finance est parfois qualifié de «financiarisation». C'est à l'analyse des multiples dimensions du processus de financiarisation que l'Observatoire de la Finance a consacré son dernier rapport. Il montre comment la financiarisation a transformé l'économie et la société contemporaines en les organisant autour d'une nouvelle cohérence centrée sur l'efficacité financière. Aujourd'hui, poussée à l'extrême, cette cohérence approche de son point de rupture.

Au terme des Trente glorieuses les pays occidentaux ont massivement adossé des promesses de rentes et de retraites à des volumes d'épargne détenus durablement sous forme de liquidités financières. La viabilité à long terme de ces constructions faites de promesses est aujourd'hui dépendante de la capacité de rendement des instruments financiers en question. Parallèlement, se sont développés d'autres «silos d'épargne» avec leurs propres exigences de rendement. Cette évolution a progressivement exposé l'économie dite productive à une ponction croissante l'obligeant à consacrer un volume toujours plus grand – en termes absolus et en proportion – de la valeur ajoutée à la rémunération de l'épargne ainsi placée. Dans un premier temps, ce sont les entreprises cotées en bourse qui ont subi cette pression. Elles l'ont reportée ensuite dans trois directions complémentaires: leurs collaborateurs à travers le monde soumis à des exigences de résultats de plus en plus poussées, les consommateurs exposés à une pression toujours plus forte de l'innovation couplée aux techniques de marketing de plus en plus sophistiquées, et les entreprises plus petites, au Nord comme au Sud, les fournisseurs et les distributeurs des grands, soumises elles aussi à une pression de résultats souvent insoutenable. L'exigence de rendement, financière à l'origine, a infiltré d'abord l'ensemble de l'économie pour ensuite devenir omniprésente dans la société et jusque dans la culture de la vie quotidienne.

Cette évolution a amené aujourd'hui les sociétés occidentales à une situation paradoxale où elles ont perdu leur liberté car leur présent est de fait contraint par les exigences imposées par leur propre avenir financier, tel qu'il a été articulé par les architectes des retraites par capitalisation et proposé par les avocats de la shareholder value. Cet «avenir radieux» est en train de s'avérer aussi chimérique que l'a été celui proposé par l'utopie communiste.

Les progrès de la logique financière ont été grandement facilités par la justification politique de la dérégulation qui les a accompagnés, ainsi que par l'expression de la rationalité financière sous forme de «lois» et autres «théorèmes» couronnés par des Prix Nobel. Le rouleau compresseur de «l'ethos de l'efficacité», ainsi validé par des vérités «démonstrées», a progressivement eu raison des résistances morales et éthiques.

Au terme de plus de trente années de progrès de la financiarisation, l'état des fondements du système économique et social est inquiétant à plus d'un titre. C'est dans ce contexte que doivent être interprétées les turbulences financières actuelles, signe avant-coureur d'une probable rupture systémique.

La financiarisation a débouché sur la prééminence quasi absolue de la transaction au détriment de la relation. La finance contemporaine a triomphé parce qu'elle a porté au paroxysme la quête du «gain en capital» et celle de l'option de sortie immédiate, réalisée instantanément dans la transaction. Parallèlement, la patience, la loyauté, la durée et la confiance, piliers de la relation, se sont affaiblies avec pour conséquence une montée de la méfiance; la liquidité des marchés financiers n'étant rien d'autre qu'un succédané mécanique de la confiance interpersonnelle.

L'ethos de l'efficacité a eu raison de la plupart des résistances morales et s'est imposé comme le critère ultime de jugement. Or, portée à l'extrême, la préoccupation d'efficacité aboutit à des procédures internes et à des organigrammes de plus en plus affûtés répartissant les tâches et les responsabilités de manière de plus en plus stricte, au point où les collaborateurs perdent le sens et la signification de leurs actes.

Cette tendance est sur le point de déboucher sur une «aliénation éthique» généralisée des collaborateurs qui cessent de s'intéresser, de se préoccuper et de comprendre le sens et la portée de leurs activités au-delà de la simple question de la rémunération.

L'éthos de l'efficacité émancipé de l'autorité de la morale a progressivement encouragé l'expression de plus en plus brutale de la cupidité, visible notamment dans l'asservissement des relations de confiance aux besoins des transactions et des sorties intempestives. Ces trahisons et manques patents de loyauté à répétition sont sur le point d'avoir raison du rouage essentiel à toute économie de marché et à toute société libre, à savoir la confiance interpersonnelle. Au marché libre, ancré dans un sens de responsabilité des acteurs, est sur le point de succéder un marché «cupide», qui à son tour appelle à une escalade de contrôles, de normes et de procédures tant publiques que privées. Celles-ci, tout en étant source de coûts considérables, accélèrent encore la déresponsabilisation des acteurs eux-mêmes.

Le diagnostic qui précède indique que les valeurs fondamentales de la liberté de jugement, de la responsabilité et de la solidarité, constitutives du bien commun et sans lesquelles une société libre et humaine ne saurait subsister, sont aujourd'hui en danger. L'Observatoire de la Finance propose trois pistes d'action:

Procéder à une critique – au sens positif du terme – du point de vue à la fois des réalités sociales et de la morale des postulats sous-jacents à la Weltanschauung véhiculée par les théories économiques et financières contemporaines. Cet examen pourrait bien aboutir à mettre en doute la prééminence dogmatique du souci de l'efficacité économique et financière et à restaurer le bien-fondé de la préoccupation éthique, en particulier celle liée au bien commun.

Instaurer dans tous les domaines de la vie économique et financière des incitations à la durée, de manière à freiner voire inverser la destruction des relations au nom de l'extraction du surplus par des transactions intempestives. Il s'agit d'un chantier immense avec des implications dans tous les domaines: finances, fiscalité, relations salariales, développement territorial, etc.

Mettre en place les méthodes et les moyens permettant de desserrer à moyen terme le carcan que les silos d'épargne et les promesses de retraites font peser sur l'activité productive. Il s'agit d'un travail qui demande du courage politique et une grande probité technique tant il est vrai que les intérêts professionnels des intermédiaires financiers peuvent se trouver en jeu. Ce travail est urgent puisqu'il faudrait qu'il porte ses fruits avant qu'il ne devienne évident que les promesses des retraites par capitalisation sont impossibles à tenir.

Le texte qui précède veut alerter les femmes et les hommes de bonne volonté sur le danger que court le trésor de la liberté économique et politique, parce que nous avons succombé à l'illusion que les «vices privés» pouvaient effectivement contribuer à des «vertus publiques». Or, si les «vices privés» peuvent donner l'impression d'augmenter l'efficacité économique, cela se fait au prix de la destruction en profondeur de l'assise même des sociétés: la confiance, le respect et la solidarité.

Il est indispensable aujourd'hui, alors qu'il est encore temps, de reprendre l'avenir entre nos mains. De sortir au grand air en claquant la porte de la prison dorée (en apparence) des promesses actuarielles, de libérer l'homme de l'illusion de la finance et remettre cette dernière au service de l'épanouissement et de la dignité humaine.

La revue Finance & the Common Good/Bien Commun, ainsi que le site internet de l'Observatoire de la Finance, sont dorénavant à disposition pour approfondir et concrétiser les idées de ce Manifeste.

manifeste@obsfin.ch.

Paul Dembinski Au nom de l'Observatoire de la Finance

© Le Temps, 2008. Droits de reproduction et de diffusion réservés.